



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
21 avril 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Treizième session**

Doha (Qatar)  
21-26 avril 2012

**Soutenir l'économie palestinienne sous occupation:  
Le rôle de la coopération arabe**

**Réunion préalable à la treizième session de la Conférence**

**Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED**

## **Soutenir l'économie palestinienne sous occupation: Le rôle de la coopération arabe**

1. Une réunion-débat sur le rôle de la coopération arabe pour soutenir l'économie palestinienne sous occupation a été tenue à Doha, Qatar, le 19 avril 2012. Les participants ont examiné les travaux de recherche et d'analyse des politiques menés par le secrétariat de la CNUCED depuis la douzième session de la Conférence, en vue de contribuer aux travaux futurs dans le cadre du programme d'assistance au peuple palestinien de la CNUCED. La réunion a permis de mettre en lumière les questions qui se posaient telles que perçues par des représentants des milieux universitaires, de gouvernements, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile.

2. Parmi les questions traitées figuraient notamment les espoirs déçus par rapport aux Accords d'Oslo et l'impasse dans laquelle se trouvaient les efforts en vue de l'établissement d'un État palestinien viable, la politique israélienne de blocus et de bouclage dans le territoire palestinien occupé, l'érosion forcée de l'appareil productif, une économie sous restrictions n'exploitant pas son potentiel, et une marge d'action insuffisante pour le redressement économique et la croissance durable. L'attention a été appelée aussi sur le déficit commercial bilatéral chronique avec Israël; sur les distorsions structurelles, en particulier dans le secteur des biens marchands; sur les difficultés d'une réforme de la politique économique à cause de l'occupation; et sur les pertes de recettes publiques, l'instabilité et l'incertitude. Il a également été fait référence aux mesures israéliennes pour séparer Jérusalem-Est de l'économie palestinienne, à la confiscation des terres et des ressources naturelles, à la démolition d'habitations palestiniennes, à la construction de colonies israéliennes illégales et au mur de séparation de la Rive occidentale.

3. On a souligné qu'il était essentiel de renforcer les capacités productives palestiniennes en matière agricole et manufacturière pour atténuer l'impact des mesures israéliennes. L'Autorité palestinienne pourrait tenter de renforcer ces capacités en améliorant le cadre réglementaire et en dirigeant les ressources, y compris l'aide, vers l'agriculture et le secteur manufacturier, en renforçant le capital humain et en mobilisant la jeunesse. Mais pour mettre en œuvre de tels programmes, l'Autorité palestinienne aurait besoin d'une marge d'action accrue. La communauté internationale devait mener des actions de plaidoyer et de persuasion pour promouvoir les intérêts économiques nationaux palestiniens, qui étaient sapés par l'occupation israélienne.

4. De tout temps, Jérusalem-Est avait été le centre économique, social et culturel du peuple palestinien. Mais son isolement du reste du territoire palestinien occupé était perpétué par les politiques israéliennes de bouclage, de confiscation des terres et de développement de colonies dans la ville et aux alentours. Les mesures restreignant l'entrée des personnes et des marchandises venant du reste du territoire palestinien occupé compromettaient grandement le développement de l'économie palestinienne dans la ville. Il fallait donc d'importantes ressources financières pour pouvoir investir dans le tourisme, et notamment pour rénover la vieille ville, ses magasins et ses hôtels. Des initiatives pour promouvoir la création d'entreprises en assurant des possibilités de crédit et de formation et en renforçant les liens avec le reste du territoire palestinien occupé seraient extrêmement utiles pour revitaliser l'économie. Et des investissements dans le système éducatif et dans le système de santé, au niveau tant qualitatif que quantitatif, étaient nécessaires aussi pour renforcer le capital humain et améliorer le bien-être des Palestiniens de Jérusalem.

5. Mais si une aide internationale pouvait servir l'économie palestinienne dans le court terme, elle ne permettait pas de fonder un développement durable à long terme. Le territoire palestinien occupé avait besoin de revitaliser et de développer son appareil productif et d'améliorer le climat d'investissement. L'Autorité palestinienne devrait continuer à

élaborer des stratégies, des politiques et des cadres juridique et réglementaire. Mais l'occupation restait le principal obstacle à la consolidation de l'économie palestinienne. Un État palestinien contigu et indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale, était une condition de base pour une croissance et un développement durables. En attendant que cet objectif soit atteint, la communauté internationale devrait intensifier ses efforts, pour atténuer les graves problèmes économiques créés par l'occupation. Il fallait notamment lever les mesures restreignant le mouvement des personnes et des marchandises, autoriser le libre-échange avec le reste du monde, et permettre aux Palestiniens d'accéder à leurs propres ressources naturelles et de les utiliser.

6. S'agissant du rôle de la coopération arabe pour soutenir l'économie palestinienne, il faudrait renforcer l'aide financière afin d'entreprendre de grands projets de développement, par exemple pour construire un port moderne à Gaza avec des routes maritimes vers les grandes plates-formes arabes; reconstruire l'aéroport national à Gaza; établir une compagnie de fret aérien avec d'importantes capacités; construire des lignes de transport principales pour rétablir les liaisons entre les villes, les centres de production et les postes frontière; et reconnecter Jérusalem-Est, la Rive occidentale et la bande de Gaza. En outre, les échanges commerciaux avec les pays arabes devraient reposer sur des mesures de soutien au territoire palestinien occupé, avec la fourniture des produits importés essentiels à des conditions favorables à titre de subventions à la production palestinienne pour compenser le coût des bouclages et autres obstacles imposés par l'occupation. Il conviendrait en outre de mettre en place des programmes de soutien pour mobiliser des investissements étrangers directs et les utiliser de façon optimale, en créant notamment un organisme de garantie des investissements chargé de compenser les risques de nature non commerciale pour les investisseurs. Mais la situation sur place rendait un tel projet irréalisable. Israël avait modifié la composition démographique du territoire palestinien occupé et pris le contrôle des ressources foncières, des ressources en eau et des autres ressources naturelles, atrophiant ainsi encore plus l'appareil productif palestinien. La coopération arabe devrait inclure des initiatives concertées adaptées aux priorités économiques nationales palestiniennes, ainsi qu'un appui renforcé pour promouvoir les droits économiques et sociaux et les autres droits fondamentaux du peuple palestinien.

7. En ce qui concerne le rôle de la société civile arabe, il fallait une stratégie pour mettre au jour les violations des droits fondamentaux palestiniens commises par la puissance occupante, à travers une participation active aux instances internationales pertinentes. La société civile arabe devrait également appuyer les efforts dans le cadre de la campagne mondiale de boycott, de désinvestissement et de sanctions ciblant les institutions qui appuyaient le régime d'occupation israélien ou qui entretenaient des relations avec celui-ci. Les acteurs de la société civile arabe devraient agir en coordination avec leurs homologues palestiniens pour lancer des campagnes de plaidoyer qui s'adressent à la communauté des donateurs, à la Ligue des États arabes et aux gouvernements arabes, en vue de renforcer le soutien financier au territoire palestinien occupé; de diriger les investissements vers les secteurs productifs et vers les petites et moyennes entreprises; et de promouvoir le commerce arabe avec l'économie palestinienne afin d'aider à créer des emplois et à générer des recettes.